

23 mai 1935

## La grève des Commerçants

A moins de trois semaines de distance, les commerçants se remettent en grève. Pendant toute la journée d'aujourd'hui, la ville sera fermée.

On ne se demandera pas ici si la grève est vraiment le meilleur moyen d'exposer des revendications et si ce moyen, dans les circonstances actuelles, est vraiment opportun.

L'Association des commerçants, dont la loyauté et le civisme ne sont mis en doute par personne, estime être contrainte par l'absolue nécessité à recourir à cette pénible mesure. Et elle expose dans son Appel (1) que cette grève a pour but de protester contre :

- 1.) les tarifs douaniers.
- 2.) la répartition des intérêts Communs.
- 3.) les sociétés concessionnaires.
- 4.) les monopoles.
- 5.) les franchises.
- 6.) l'indifférence du gouvernement libanais à l'égard de la dernière requête présentée par les Commerçants.
- 7.) l'inattention de la Chambre pour cette même requête.

Il est évident que pour les cinq premières causes de la grève, on doit donner raison à l'Association des Commerçants. Le pays tout entier pense comme elle et, fait étrange, les dirigeants mêmes du pays. Nous avons souvent souligné cette situation incroyable d'un gouvernement qui est entièrement d'accord avec l'unanimité des citoyens sur la nécessité de réformes à accomplir et qui, pourtant, ne font rien pour les accomplir.

Que penser tout de même de ces indifférences, cette indifférence contre laquelle protestent les grévistes.

Simplement ceci : que le temps d'un commerçant et le temps d'un Sérail n'est aucune commune mesure et que vingt jours pour le premier, lorsque le déficit le guette, c'est beaucoup alors que pour le second, vingt jours, et en été, c'est peu de chose. Association des Commerçants a donc pu avoir des chances de se tromper en concluant – si vite – à l'indifférence du gouvernement.

Et de même, à l'indifférence de la Chambre. Nous nous expliquerons plus longuement à ce sujet dans un prochain numéro.

Mais ceci n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est, que tous les commerçants de Beyrouth, c'est-à-dire une des parties le plus actives – sinon les plus riches – et les plus dignes d'intérêts de cette ville, protestent aujourd'hui contre les abus de fiscalité et de privilèges. Que ces abus ont contre eux tous les Libanais et les Français qui voient clair, droit et juste. Et qu'on doit espérer que ceux des hommes au pouvoir qui ont la faculté d'agir s'en rendront enfin compte et ne remettent pas à plus longtemps l'instauration des réformes.

(1) Nous en avons publié la traduction dans notre dernier numéro.